

La rencontre interculturelle :  
uniformisation ou richesse, échange ou rejet, mondialisation ou territorialisation ?

L'intervention se déroulera en trois temps :

- Dans un premier temps, un tableau de la situation contemporaine
- Puis je proposerai des raisons possibles de cet état de fait
- Enfin une hypothèse sur les arrières plans de cette situation du point de vue d'une philosophie morale et politique
- Pour conclure je dirai qu'à mon sens il y a un dépassement possible de la situation

Mais ces questions demeurent assez solidaires les unes des autres, pour rendre compte, « coller » à la réalité.

Les rencontres sont fortuites, contraintes ou volontaires. Fortuites elles seront avec ou sans lendemain. Volontaires elles ont des chances de se développer en une relation favorable à ceux qui se rencontrent ; contraintes elles peuvent également s'installer dans la durée, mais de manière plus ou moins conflictuelle entre ceux qui se rencontrent. Mais qui se rencontre ? Des personnes, mais aussi des personnes qui représentent un groupe, ne serait-ce qu'aux yeux de l'une de celles qui se retrouvent en présence. Il s'agit de ce que les uns et les autres nous projetons sur autrui, tout comme autrui sur nous, les lunettes à travers lesquelles nous nous regardons.

Dans ce moment de « philosophie des choses humaines »<sup>1</sup>, selon l'expression d'Aristote à propos d'éthique et de politique, que nous partageons ce matin, je privilégierai la rencontre interculturelle des groupes sociaux qui se forment ou sont déjà formés au sein d'une société constituée et je passerai sur la rencontre interculturelle entre personnes individuelles et la relation intersubjective qui en naît éventuellement. Non qu'elles n'offrent aucun intérêt – les problèmes qui s'y posent et les solutions (pour autant qu'on en trouve) que l'on y apporte, ne me semblent pas très différents de ce qui pourrait arriver, ou arrive, dans une relation entre personnes de même culture, mais d'arrière plans très différents (classe, éducation... par exemple). Je pense, pour la relation intersubjective, au texte de Merleau-Ponty sur le dialogue : « l'interlocuteur m'arrache des pensées que je ne savais pas posséder »<sup>2</sup>, j'en déduis qu'il me révèle à moi-même, la réciproque étant tout aussi vraie. Non que ces relations soient sans intérêt donc, et je ne les mets pas entre parenthèses pour des raisons biographiques non plus (ma mère était allemande, mon épouse est écossaise), mais parce que la rencontre des cultures au sens anthropologique ou ethnologique correspond aujourd'hui, pour beaucoup, à un « choc » qui ne vient pas seulement du dehors de son aire de civilisation, mais aussi de l'intérieur. Les minorités sont visibles ou le sont devenues et revendiquent cette visibilité et, aux luttes pour une juste distribution des richesses (qui, à bon droit, ne peut que se poursuivre aujourd'hui), ce sont des luttes pour la reconnaissance qui viennent sur le devant de la scène. Il est vrai que les groupes qui se sont constitués sont très divers et leurs combats ne peuvent plus être pris totalement en charge par les concepts structurant l'opposition droite-gauche ou opposition des valeurs de liberté et d'égalité. On pense bien sûr aux communautés de religion minoritaire, mais ce ne sont pas les seules, on peut penser aux minorités linguistiques ou encore sexuelles (LGBT<sup>3</sup>). Par exemple, la Marche des Fiertés en 2012 avait pour slogan : « l'égalité n'attend plus ! » (2011 : « pour l'égalité, en 2011 je marche, en 2012 je vote »).

Face à l'émergence, difficile, des différentes communautés installées depuis des décennies (ou plus) dans des pays qui se conçoivent eux-mêmes comme des ensembles homogènes, illusion liée à l'oubli de l'histoire et à la croyance tenace à quelques mythes (pour nous, l'œuvre positive de la colonisation, dernier avatar en date), les formes négatives par lesquelles on aborde la rencontre interculturelle se manifestent toujours plus clairement. Autre manière de le dire : l'Etat-nation confronté à la diversité, au multiculturalisme, à la mondialisation contient des tendances au repli sur soi et à l'exclusion de tout ce qui n'entre pas dans son *éthos*, repli que pratique aussi une partie de sa population. Les exemples de ces tendances sont nombreux, ainsi aux Etats-Unis, l'expression « melting-pot » a fait place à celle de « salad bowl », c'est-à-dire qu'au creuset où se fondaient les différences a succédé le saladier dans lequel des particularités se combinent en demeurant distinctes ; on a aussi la « cultural mosaïc » canadienne.... Cependant nous avons notre propre multiculturalisme que certains vivent comme une déconstruction, d'où cette quête nostalgique d'une identité nationale idéale à retrouver, comme si les identités n'étaient pas des constructions, mais étaient données *a priori*, définitives. Quête que l'on retrouve aussi ailleurs en Europe (Gordon Brown (Premier ministre de Grande-Bretagne, 2007-2010) voulait introduire un enseignement de *britishness* dans le cursus scolaire, il y a des allemands qui pensent que par la faute du *multikulti* leur pays se détruit, « *shafft sich ab* »).

Sans doute l'Etat-nation se défait-il, mais c'est un mouvement qu'il a lui-même initié par la colonisation d'abord, d'où, après une utilisation peu regardante des ressources naturelles et humaines des pays colonisés, l'importation ensuite d'une main d'œuvre à bas-coût, la mondialisation enfin, instaurée pour les échanges marchands (l'argent fait partie des marchandises). Et soulignons qu'il est plus facile à des capitaux ou des pièces d'automobiles de voyager, qu'à des Rom, des êtres humains.

Bref, la situation contemporaine est ainsi.

Devons-nous nous attacher à un monisme de la valeur du bien, c'est-à-dire l'ensemble nos valeurs traditionnelles et justifier le rejet de ce qui transforme notre existence ou devons-nous repenser ces valeurs ? Rejeter, par peur et anticipation de problèmes à venir (réels ou non – phantasmés ?), ce qui est étranger ou accepter le pluralisme des valeurs, accueillir l'altérité qui « arrache » une communauté à elle-même et donner, à un nouveau groupe, la place qui lui est due dans l'ensemble plus grand – due, responsabilité historique oblige ? (Responsabilité pour notre impérialisme et pour nos choix économiques).

Le rejet se traduit à bien des niveaux, celui du langage qui tend à ethniciser les communautés (beurs, feuj, gaulois...), ce qui introduit le racisme dans des relations xénophobes. Dans ce type de configuration, la rencontre prend le tour que j'évoquais en commençant, c'est-à-dire qu'autrui n'est pas autrui, un *alter ego*, mais le représentant d'une communauté que l'on refuse de reconnaître, d'où des violences parfois très graves et l'exclusion. Or on ne peut vivre ensemble dans la violence et la vengeance, ces relations doivent être régulées. Le droit est nécessaire non seulement après coup dans un rôle répressif et rectificatif, mais encore *ex ante*, en amont, en établissant les règles de liberté et d'égalité pour tous – c'est le travail du législateur qui représente la nation et peut parfois anticiper ce qu'une fausse conscience lui masque (par exemple l'abolition de la peine de mort, malgré une opinion défavorable, qui l'est peut-être encore). Ce même rejet de l'altérité se traduit également par l'ajout de la connotation religieuse, qui devient parfois première dans la dénonciation de ce

qui crée un malaise dans l'entre-soi. Ces choses sont bien connues et les médias nous en informent largement. Deux anecdotes vécues : Dans un lycée où l'enseignement de l'arabe était offert, malgré la demande, l'administration a toujours refusé de le promouvoir d'option de troisième à deuxième langue, pour éviter l'afflux d'élèves « d'origine maghrébine » (*sic*). Devenu honoraire, j'ai été invité par le nouveau chef d'établissement à passer quand je voulais à mon ancien Lycée puisque j'étais « de la maison ». Typiques. Mais quels sont les supports, le fond, de ces attitudes? Qu'est-ce qui rend ces attitudes spontanées ?

Je ferai l'hypothèse qu'outre des raisons sociologiques ou politiques, il y a aussi un problème de valeurs, déjà évoqué, et à approfondir. Les craintes relatives à l'altérité (uniformisation par une industrie culturelle dominante, la mondialisation...) s'appuient sur l'idée que seules nos normes de vie en commun sont les bonnes, en d'autres termes que nous croyons qu'il n'y a qu'un seul bien vers lequel nous devons collectivement tendre. Qu'il y a comme dit Charles Larmore, un « monisme » du bien<sup>4</sup>. En imposant comme valeur supérieure un bien unique, le monisme infériorise puis hiérarchise les autres valeurs et, enfin en exclut les porteurs. Pour nous il s'agit, entre autres, de l'idéal républicain qui, fondamentalement ne reconnaît que des citoyens, qui est hostile à l'existence de communautés structurées en son sein. Ainsi, dans son *Traité sur la tolérance*, Michael Walzer<sup>5</sup> écrit : « dans le débat à l'Assemblée législative sur l'émancipation des juifs, [1791, ...] le député du centre de Clermont-Tonnerre, exprimant l'opinion de la majorité (favorable à l'émancipation) déclarait : « Il faut tout refuser aux juifs comme nation et tout leur accorder comme individus. » Ce qui pour Sartre signifie que l'on « sauve le juif en tant qu'homme et l'anéantit en tant que juif »<sup>6</sup>. Il suffit de remplacer « juif » par un « x » désignant n'importe quelle communauté pour retrouver le débat contemporain entre les libéraux et les communautariens. Tout refuser à l'immigré, fut-il citoyen de longue date (*e. g.* les harkis, les maghrébins), en ce qui concerne son origine et ses acquis, c'est nier l'apport de ce qui lui a été transmis et lui permet de se situer dans le monde où il vit, dans les relations qu'il peut avoir avec les autres sur les divers plans de l'affectivité, du travail, du droit. L'étranger au sens propre se retrouve, quant à lui, pratiquement sans droits. Ces exclusions des sphères de l'amour, des accomplissements (ou participation au mieux de ses qualités à la production, à la société) et du droit (vocabulaire emprunté à Axel Honneth) sont autant d'atteintes à la personnalité et à la dignité, de dénis de reconnaissance qui infligent des souffrances morales, mais également physiques lorsqu'elles s'accompagnent de la misère économique. La tradition républicaine s'inscrit dans la tradition politique libérale et son individualisme, qui ne connaît que des individus « désenchâssés » - critique communautarienne. Mais le défaut du communautarisme, qui tend à replier les groupes sur eux-mêmes, est aussi d'enfermer l'individu dans sa communauté et de lui enlever de son indépendance et de son autonomie. En effet si l'individu possède des racines (voir le P.S. après les notes), comme le suggère la métaphore, il ne peut pas vraiment aller et venir, voyager dans l'existence. Or la tradition de l'intégration individuelle n'est pas notre seule tradition, nous possédons une tradition de tolérance religieuse issue des Guerres de Religions, qui signifie que, en ce qui concerne le salut de leur âme, les croyants de telle ou telle religion peuvent légalement et légitimement pratiquer le culte qu'ils désirent et l'agnostique ou l'athée ne sont contraint à rien de ce point de vue. Cette tolérance religieuse, s'accompagne depuis longtemps de la tolérance politique (multipartisme, alternance du pouvoir, etc.), et, plus généralement, d'une grande diversité d'opinions dans la société. Au monisme de la valeur répond un pluralisme des valeurs. Ce pluralisme moral, comme le libéralisme

politique s'appuie sur l'idée que l'homme est libre, liberté métaphysique pour le premier, politique pour le second. Ils me semblent une nécessité dans une démocratie constitutionnelle et représentative, puisqu'ils garantissent que les valeurs de liberté de conscience, de religion, d'association, d'expression puissent s'exercer réellement. Les droits-liberté sont ainsi doublés par des droits économiques, sociaux et culturels.

Si le pluralisme des valeurs suppose un certain scepticisme relativement à ces mêmes valeurs, il mène souvent au relativisme. Or le scepticisme « est l'aspect libre [inhérent à] toute philosophie » comme dit Hegel<sup>7</sup>, c'est-à-dire l'aspect libre de toute critique. Ce qui est à craindre réside donc plus dans la contestation du pluralisme que le relativisme, car il faut remarquer que l'universalité, par définition n'est de nulle part et qu'il est possible à n'importe quelle communauté, comme à n'importe qui de reconnaître des valeurs universelles, non parce qu'elles seraient européennes ou occidentales, mais parce qu'à la réflexion, ils peuvent les adopter. C'est le cas de la dignité, expressément reconnue dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948, art. 1 : Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.), mais également dans la Charte de l'Organisation de l'Union Africaine (1963), la Charte africaine des Droits de l'Homme (1981/86) et la Charte arabe des Droits de l'Homme (1994).

Bref je pense, conformément à mon hypothèse, que le libéralisme politique est, à la fois, une raison du multiculturalisme et le moyen d'espérer dans une autre de ses facettes, le pluralisme des valeurs, qui permet la rencontre des cultures, les intégrations réciproque, un nouveau vivre ensemble. Toute interaction entre individus ou communautés est chargée d'une dimension morale puisque les demandes réciproques ne portent pas uniquement sur des biens marchands<sup>8</sup>. Ainsi chacun vise le bien (le salut, le bonheur, etc.) qu'il désire et choisit les moyens de l'atteindre, dans l'égal respect réciproque et les conditions de tolérance que cela suppose (voyez Locke & Bayle).

R. Gautier,  
Europe,  
le 11 juillet 2012.

---

1 Aristote, *Ethique à Nicomaque*, X, 10

2 *Phénoménologie de la perception*, p. 407

3 Lesbiennes, Gay, Bi, Transgenre

4 C. Larmore, *Modernité et morale* (PUF)

5 p. 63

6 *Réflexions sur la question juive*

7 *La relation du scepticisme avec la philosophie* (trad. B. Fauquet, Vrin 1972), p.37-8

8 M. Hunyadi, « La justice distributive au miroir de la reconnaissance », *Sphères d'exclusion*, G. Marco & M. Hunyadi, L'Harmattan, 2003

P. S. J'ai fait référence à la métaphore des racines, car je la trouve fautive et dangereuse. L'homme n'a pas de racines et son appartenance ne doit pas l'enfermer, son appartenance n'est pas son identité. L'homme a des pieds et des bagages, ma métaphore signifie la possibilité de bouger et des héritages.